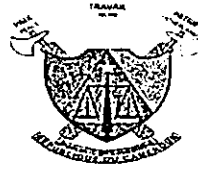


REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

SERVICES DU CONTRÔLE SUPERIEUR DE L'ETAT



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

SUPREME STATE AUDIT OFFICE

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT (EN PROCEDURE D'URGENCE)

N° 003...../AONO/PR/CONSUE/SG/DAG/CIPM/2026 DU 03 JUIN 2026
POUR LA FOURNITURE DES MOBILIERS DE BUREAUX DANS LES SERVICES
DU CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

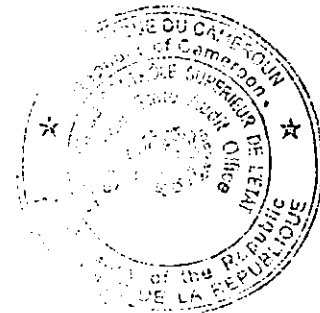
FINANCEMENT : - BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) / CONSUE

- EXERCICE 2026

- IMPUTATION : 60 11 142 1 22000001 60 524119

PIECE N° 1

AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO)





AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT (EN PROCEDURE D'URGENCE)

N°003/AONO/PR/CONSUE/SG/DAG/CIPM/2026 DU 03 JUIN 2026

POUR LA FOURNITURE DES MOBILIERS DE BUREAUX DANS LES SERVICES DU CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

FINANCEMENT : BIP CONSUE

EXERCICE : 2026

IMPUTATION : 60 11 142 1 22000001 60 524119

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail des personnels de son ressort, le Ministre Délégué à la Présidence de la République, Chargé du Contrôle Supérieur de l'Etat, en sa qualité de Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence, pour la fourniture des mobiliers de bureaux dans les Services du Contrôle Supérieur de l'Etat.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet du présent Appel d'Offres visent la fourniture des mobiliers de bureaux ci-après :

MOBILIER DE BUREAU DES BATIMENTS « A » ET « B »

N°	DESIGNATIONS	CARACTERISTIQUES	UNITE	QUANTITE
1	FAUTEUIL DE BUREAU DIRECTEUR	FAUTEUIL DIRECTEUR EN SIMILI CUIR NOIR AVEC ACCOUDOIRS EN BOIS REGLABLE + 5 ROUES	U	5
2	CHAISES VISITEURS POUR SOUS- DIRECTEUR, CHEFS DE SERVICES ET CADRES	CHAISE VISITEUR CLASSIQUE SAPELLI/IROKO/BUBINGA AVEC ACCOUDOIR DOSSIER ET ASSISE EN CUIR	U	16
3	MEUBLE D'ARCHIVAGE	ARMOIRE DE RANGEMENT PRESTIGE EN BOIS MASSIF 4 BATTANTS	U	2
		ARMOIRE HAUTE DE RANGEMENT A 4 BATTANTS PLEINS ET PLATEAU EN PANNEAU SAPELLI CAISSE LAQUE DE COULEUR NOIRE COMPARTIMENTEE EN 4 ETAGERES DE DIMENSIONS 210X200X45CM (GRENIER DE DECOR)	U	3
		ARMOIRE RANGEMENT EN BOIS 4 BATTANTS VITRES, CINQ (5) ETAGERES	U	5
4	SALON DE RECEPTION	SALON DE RECEPTION SOUS-DIRECTEUR EN CUIR DE COULEUR MARRON OU VIOLET	U	2
5	FAUTEUIL DE BUREAU	FAUTEUIL DE BUREAU EN SIMILI CUIR MARRON OU NOIR ROULANT + ACCOUDOIRS EN BOIS B267	U	20
6	FAUTEUIL DE TRAVAIL	FAUTEUIL SECRETAIRE NOIR / MARRON FONCE SUR ROULETTES AVEC ACCOUDOIRS	U	8

MOBILIER DE BUREAU DU BATIMENT « C »

N°	DESIGNATIONS	CARACTERISTIQUES	UNITE	QUANTITE
1	FAUTEUIL DE BUREAU TYPE DIRECTEUR	FAUTEUIL DIRECTEUR EN SIMILI CUIR AVEC ACCOUDOIR EN BOIS REGLABLE + 5 ROUES	U	4
2	CHAISES VISITEURS POUR SOUS- DIRECTEUR, CHEFS DE SERVICES ET CADRES	CHAISE VISITEUR CLASSIQUE SAPELLI/IROKO/BUBINGA AVEC ACCOUDOIR, DOSSIER ET ASSISE EN CUIR	U	18
3	MEUBLE D'ARCHIVAGE	ARMOIRE DE RANGEMENT PRESTIGE EN BOIS MASSIF 4 BATTANTS VITRES ET CINQ (5) RANGEES	U	1
		ARMOIRE HAUTE DE RANGEMENT A 4 BATTANTS PLEINS ET PLATEAU EN PANNEAU SAPELLI CAISSE LAQUE DE COULEUR NOIRE COMPARTIMENTEE EN 4 ETAGERES DE DIMENSIONS 210X200X45CM (GRENIER DE DECOR)	U	5

4	FAUTEUIL DE BUREAU	FAUTEUIL DE BUREAU EN SIMILI CUIR MARRON OU NOIR ROULANT + ACCOUDOIRS EN BOIS B267	U	10
5	SALON DE RECEPTION	SALON DE RECEPTION SOUS-DIRECTEUR EN CUIR DE COULEUR MARRON OU VIOLET	U	2
6	FAUTEUIL DE TRAVAIL	FAUTEUIL SECRETAIRE NOIR / MARRON FONCE SUR ROULETTES AVEC ACCOUDOIRS	U	6

MOBILIERS DE BUREAU DU BATIMENT «D»

N°	DESIGNATIONS	CARACTERISTIQUES	UNITE	QUANTITE
1	FAUTEUIL DE BUREAU TYPE DIRECTEUR	FAUTEUIL DIRECTEUR EN SIMILI CUIR AVEC ACCOUDOIR EN BOIS REGLABLE + 5 ROUES	U	6
2	MEUBLE D'ARCHIVAGE	ARMOIRE DE RANGEMENT PRESTIGE EN BOIS MASSIF 4 BATTANTS	U	2
3	CHAISES VISITEURS POUR SOUS-DIRECTEUR, CHEFS DE SERVICES ET CADRES	CHAISE VISITEUR CLASSIQUE SAPELLI/IROKO/BUBINGA AVEC ACCOUDOIR DOSSIER ET ASSISE EN CUIR	U	18
4	FAUTEUIL DE BUREAU	FAUTEUIL DE BUREAU EN SIMILI CUIR MARRON OU NOIR ROULANT + ACCOUDOIRS EN BOIS B267	U	10
5	SALON DE RECEPTION	SALON DE RECEPTION SOUS-DIRECTEUR EN CUIR DE COULEUR MARRON OU VIOLET	U	4
6	MEUBLE D'ARCHIVAGE	ARMOIRE HAUTE DE RANGEMENT A 4 BATTANTS PLEINS ET PLATEAU EN PANNEAU SAPELLI CAISSE LAQUE DE COULEUR NOIRE COMPARTIMENTEE EN 4 ETAGERES DE DIMENSIONS 210X200X45CM (GRENIER DE DECOR)	U	2
		ARMOIRE EN BOIS A 4 BATTANTS VITRES ET CINQ (5) ETAGERES	U	4
7	BUREAU DE TRAVAIL	FAUTEUIL SECRETAIRE NOIR / MARRON FONCE SUR ROULETTES AVEC ACCOUDOIRS	U	6

3. Allotissement

Les prestations à exécuter sont constituées en trois (03) lots distincts et répartis comme suit :

- Lot N°01 : MOBILIER DE BUREAU DES BATIMENTS « A » ET « B » ;
- Lot N°02 : MOBILIER DE BUREAU DU BATIMENT « C » ;
- Lot N°03 : MOBILIER DE BUREAU DU BATIMENT « D » ;

La consistance de chacun de ces lots est déclinée au Cahier des Spécifications Techniques (CST).

4. Délai prévisionnel et lieu de livraison

Le délai prévu pour l'exécution des prestations objet du présent Appel d'Offres est de trente (30) jours, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer lesdites prestations.

Les différents lieux de livraison de ces fournitures sont les suivants :

- lot N°01 et lot N°02 : les Services du Contrôle Supérieur de l'Etat, sis au lieu-dit Centre Administratif ;
- lot N°03 : les Services du Contrôle Supérieur de l'Etat, sis en face de l'Hôtel DJEUGA PALACE de Yaoundé.

5. Coût prévisionnel

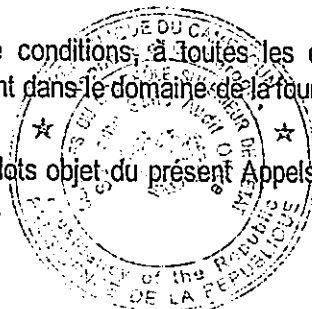
Le coût prévisionnel des prestations à l'issue des études préalables, est évalué à quatre-vingt-cinq millions (85 000 000) FCFA et reparté ainsi qu'il suit :

Lot N°1 : mobiliers de bureaux pour les Bâtiments « A » et « B »	29 526 896 FCFA TTC
Lot N°2 : mobiliers de bureaux pour le Bâtiment « C » du CONSUPE	27 736 544 FCFA TTC
Lot N°3 : mobiliers de bureaux pour le Bâtiment « D » du CONSUPE	27 736 560 FCFA TTC

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à l'égalité de conditions, à toutes les entreprises de droit Camerounais, régulièrement installées sur le territoire national et exerçant dans le domaine de la fourniture des mobiliers de bureaux.

Chaque soumissionnaire peut postuler pour un, deux ou tous les trois lots objet du présent Appels d'Offres et peut en autant être attributaire. Il doit indiquer clairement (le)s lot(s) envisagé(s).



7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Public (BIP) des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat (CONSUPE), exercice 2026, imputation 60 11 142 1 22000001 60 524119

8. Mode de Soumission

Le mode de soumission retenu pour le présent Appel d'Offres est la soumission en ligne.

9. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission valable pendant trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres, établie par une banque de premier ordre ou un Etablissement Financier agréé par le Ministère chargé des Finances, dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO. Le montant de cette caution fixé suivant chaque lot, correspond 01% du Montant TTC de chacun :

LOT CONCERNE	MONTANT DE LA CAUTION
Lot N°1 : mobiliers de bureaux pour les Bâtiments « A » et « B »	295 269 FCFA
Lot N°2 : mobiliers de bureaux pour le Bâtiment « C » du CONSUPE	277 365 FCFA
Lot N°3 : mobiliers de bureaux pour le Bâtiment « D » du CONSUPE	277 365 FCFA

Le cautionnement est constitué du titre émis par les établissements financiers agréés (timbré au tarif en vigueur et revêtu de la mention manuscrite de l'Etablissement financier émetteur), et du récépissé de consignations délivrés par la CDEC, auprès de laquelle il est consigné en numéraires à 100%.

10. Consultation du dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier physique d'Appel d'Offres peut être consulté dans les Services du Contrôle Supérieur de l'État/Direction des Affaires Générales/Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance/Service des Marchés Publics, porte 116 du Bâtiment « C », Téléphone : 222 220 198, et la version électronique sur les plateformes COLEPS et PRIEDSOFT aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent Avis.

11. Acquisition du dossier d'Appel d'Offres

Le DAO peut être obtenu dans les Services du Contrôle Supérieur de l'État / Direction des Affaires Générales/Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance/ Service des Marchés Publics, porte 116 du Bâtiment « C », sis au Centre administratif de Yaoundé, Téléphone : 222 220 198, dès Publication du présent avis, sur présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable de cent mille (100 000) F CFA, payable au Trésor public.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur le site de l'Organisme en charge de la régulation des marchés publics ou sur la plateforme Cameroon On-Line E-Procurement System, en abrégé « COLEPS ».

12. Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 05 MB pour l'Offre Administrative ;
- 15 MB pour l'Offre Technique ;
- 05 MB pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Remise des Offres

Les offres, accompagnées des pièces et documents exigés, sont rassemblées dans des fichiers électroniques et regroupées suivant leur nature administrative, technique et financière.

Une copie de sauvegarde desdites offres, placée sous pli scellé, comportant la mention lisible "copie de sauvegarde" est déposée auprès des Services du Maître d'Ouvrage porte 116 dans les délais impartis pour la remise des offres.

Toutes les offres doivent être déposées au plus tard le **05 JUIL 2026**, à 14 heures précises (heure locale).



L'enveloppe contenant les copies de sauvegarde devra porter la mention :

**« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT (EN PROCEDURE D'URGENCE)
N° 003/AONO/PR/CONSUE/SG/DAG/CIPM/2025 DU 03 JUIN 2026
POUR LA FOURNITURE DES MOBILIER DE BUREAUX DANS LES SERVICES DU CONTROLE SUPERIEUR DE
L'ETAT»**

14. Procédure de soumission en ligne

Pour soumissionner en ligne, le prestataire doit suivre les quatre étapes ci-après :

Étape 1 : Enregistrement de l'Entreprise dans la plateforme COLEPS

- Se connecter à COLEPS à partir de l'adresse <https://www.marchespublics.cm> ou <https://www.publicscontratcs.cm> ;
- Aller dans l'onglet « Enregistrement des soumissionnaires » et renseigner minutieusement le formulaire de demande ;
- Imprimer le formulaire de demande renseigné et généré par le système ;
- Faire signer le formulaire de demande par le Chef de Structure et y apposer le cachet de l'entreprise ;
- Déposer le formulaire dûment renseigné et formalisé au MINMAP accompagné des pièces suivantes :
 - i) Photocopie d'une Attestation de Non Faillite (datant de moins de 3 mois) ;
 - ii) Photocopie du Registre de Commerce ;
 - iii) Photocopie de la Domiciliation Bancaire ;
 - iv) Photocopie de l'Attestation de Conformité Fiscale (datant de moins de 3 mois).

Étape 2 : Acquisition du Certificat Électronique

- Retirer le formulaire de Demande de Certificat disponible au MINMAP ou le télécharger sur le site de l'ANTIC à l'adresse <http://www.camgovca.cm> dans la rubrique « Demande de Certificats (Entreprise) » ;
- Remplir le formulaire et le déposer au MINMAP accompagné des pièces suivantes :
 - i) Reçu de paiement des frais d'acquisition de Certificat Électronique d'un montant de 100.000 FCFA à verser dans le compte de l'ANTIC auprès de SCB Cameroun sous le numéro 10002 00031 12493593150 94;
 - ii) Une Photocopie de la CNI du demandeur du certificat.
- S'enrôler auprès de l'opérateur MINMAP et récupérer le récépissé de demande de Certificat ;
- Se connecter à l'adresse <http://www.camgovca.cm/fr/operations-certificats.html> et télécharger dans un support amovible (vierge) le Certificat Électronique à partir des informations (Numéro de référence et Code d'autorisation) contenues dans le récépissé (Bien conserver le mot de passe pour les connexions à COLEPS).

Étape 3 : Enregistrement du Certificat Électronique dans COLEPS

- Se connecter à COLEPS à partir de l'adresse <https://www.marchespublics.cm> ou <https://www.publicscontratcs.cm> ;
- Aller dans l'onglet « Enregistrement des soumissionnaires », puis la rubrique « Enregistrement nouveau / Certificat supplémentaire » ;
- identifier l'entreprise à partir du numéro de Registre de Commerce, puis ajouter le Certificat après avoir minutieusement renseigné le formulaire.

Étape 4 : Soumission en ligne

- Se connecter à la plateforme avec son certificat ;
- identifier l'appel d'offre qui vous intéresse et cliquer sur le numéro de cet avis d'appel d'offre pour afficher les détails ; - cliquer ensuite sur le bouton soumissionner et renseigner le formulaire qui apparaît en chargeant vos offres (administrative, technique et financière) aux emplacements correspondant. Bien vouloir respecter la taille des fichiers (5 Mo pour l'offre administrative, 15 Mo pour l'offre technique et 5 Mo pour l'offre financière). Des logiciels de compressions peuvent être utilisés ;
- cliquer sur le bouton envoyer pour terminer la procédure.

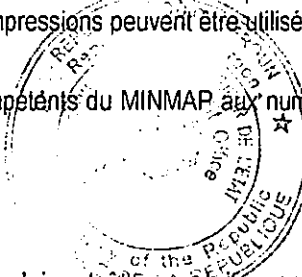
Pour toute assistance technique, bien vouloir contacter les services compétents du MINMAP aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669, ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

NB : la validité du certificat est de un (01) an.

15. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces du Dossier administratif requises doivent être produites en originales ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'Autorité administrative compétente conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute Offre incomplète, conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d' Offres, sera rejetée, notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un Etablissement Financier agréé par le Ministère chargé des Finances et non constituée en numéraire auprès de la CDEC.



Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

16. Ouverture des Offres

L'ouverture des offres se fera en un (1) temps.

L'ouverture des offres administratives, des offres techniques et financières aura lieu le **05 JULI 2026**, à partir de 15 heures précises, heure locale, et sera effectuée par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du CONSUPE, à la porte 101 du bâtiment « C » des locaux abritant les Services du Contrôle Supérieur de l'Etat.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

17. Critères d'évaluation

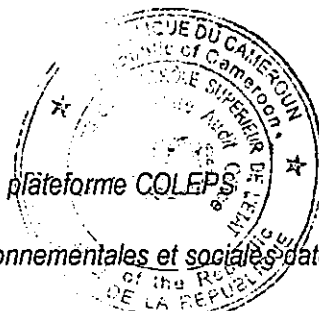
Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les Offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres. Ces conditions sont notamment relatives à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'Offre technique, aux spécifications techniques du DAO et à la qualification des candidats

17.1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de l'un des critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit de :

1. l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
2. l'absence d'une pièce du Dossier administratif ou sa non production au-delà de 48 heures après l'ouverture des plis d'une pièce manquante ou jugée non conforme (excepté le cautionnement de soumission) ;
3. la présence d'une fausse déclaration ou d'une pièce falsifiée ;
4. la non satisfaction d'au moins 70% des critères essentiels ;
5. le délai de livraison supérieur à trente (30) jours ;
6. le non-respect du format de fichier des offres ;
7. l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
8. l'absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
9. l'absence de la charte d'intégrité datée et signée sur l'honneur ;
10. l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée sur l'honneur ;
11. la preuve de l'accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières (Capacité financière), pour un montant au moins égal à vingt-six millions (26 000 000) Francs CFA.



17.2. Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations objet de l'Appel d'Offres.

L'évaluation de l'offre technique se fera par le mode binaire (Oui ou Non) et portera sur les critères de qualification ci-après :

- la présentation générale de l'Offre (sommaire, présence d'intercalaires de couleur, respect de l'ordre du DAO) ;
- le chiffre d'affaires cumulé des trois dernières années supérieur ou égal à soixante-quinze millions (75 000 000) de Francs CFA, accompagné des pièces justificatives (Compte de résultats ou Déclaration Statistique et Fiscale) ;
- les propositions techniques conformes au CST (matériels et personnels, planning, délai de livraison, service après-vente, description technique exhaustive des équipements, présentation photographique des échantillons, garantie) ;
- les références du soumissionnaire ou la preuve de l'exécution par celui-ci d'au moins de trois (03) contrats portant sur des prestations similaires au cours des trois dernières années (copies des première et dernière pages du contrat à savoir Marché ou Lettre-Commande, copie du Procès-verbal de réception provisoire) ;
- les preuves d'acceptation des conditions de l'Appel d'Offres (Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Spécifications Techniques (CST) paraphés à chaque page, datés, signés et cachetés à la dernière page avec la mention manuscrite « lu et approuvé »).

Seules les Offres techniques conformes à tous les onze (11) critères éliminatoires et ayant satisfait à au moins 70% de critères essentiels, seront classées techniquement « conformes » et soumises à l'analyse financière.

18. Attribution du Marché

Le Marché sera attribué au soumissionnaire justifiant des capacités techniques et financières requises et dont l'offre sera jugée la moins disante.

19. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

20. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès des Services du Contrôle Supérieur de l'État / Direction des Affaires Générales/Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance/Service des Marchés Publics, porte 116 du Bâtiment « C », Téléphone : 222 22 01 98.

21. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir contacter la Cellule de lutte contre la corruption du CONSUPE au numéro : 222 23 41 88, ou appeler le numéro vert MINMAP : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, ou celui de la CONAC : (+237) 222 203 730/658 262 682.

Yaoundé, le 03 JUIN 2026

LE MINISTRE DELEGUE A LA
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE CHARGE
DU CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT
- MAITRE D'OUVRAGE -



Madame MBAH ACHA
ROSO FOMUNDAM

Ampliations :

- MINMAP (ATI) ;
- A.R.M.P. (Pour publication et exploitation) ;
- Président C.P.M./CONSUPE (ATI) ;
- Affichage (ATI) ;
- D.A.G. / S.D.B.M.M. / S.M.P (Pour archivage) ;
- Chrono / Archives



OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

N° 003./AONO/PR/CONSUE/SG/DAG/CIPM/2025 OF THE 03th JUNE 2026

FOR THE SUPPLY OF OFFICE EQUIPMENT AT THE SUPREME STATE AUDIT OFFICE

FINANCING: BIP CONSUE

FISCAL YEAR: 2026

BUDGETARY CHARGE: 60 11 142 1 22000001 60 524119

1. subject of the Tender

In order to improve the working conditions of her staff, the Minister Delegate at the Presidency of the Republic in charge of the Supreme State Audit Office, in his capacity as Contracting Authority, is launching a Open National Invitation to Tender, for the supply of office equipment at the Supreme State Audit Office.

2. Scope of Work

The services covered by this Invitation to Tender relate to the supply of the following material:

OFFICE FURNITURE FOR BLOCK 'A' AND 'B'

N°	DESIGNATION	SPECIFICATIONS	UNIT	QUANTITY
1	EXECUTIVE-STYLE DESK	BLACK F AUX LEATHER EXECUTIVE CHAIR WITH ADJUSTABLE WOODEN ARMRESTS AND 5 CASTERS	U	5
2	VISITOR CHAIRS FOR ASSISTANT DIRECTORS, DEPARTMENT HEADS, AND SENIOR STAFF	CLASSIC VISITOR CHAIR IN SAPELLI/IROKO/BUBINGA WITH LEATHER ARMRESTS, BACKREST, AND SEAT	U	16
3	FILING CABINET	PRESTIGE SOLID WOOD STORAGE CABINET WITH 4 DOORS	U	2
		TALL STORAGE CABINET WITH 4 SOLID DOORS AND A SAPELLI PANEL TOP, BLACK LACQUERED, DIVIDED INTO 4 SHELVES MEASURING 210X200X45CM (DECORATIVE TOP)	U	3
		WOODEN STORAGE CABINET WITH 4 GLASS-FRONTED DOORS, FIVE (5) SHELVES	U	5
4	RECEPTION LOUNGE	ASSISTANT MANAGER RECEPTION LOUNGE IN BROWN OR PURPLE LEATHER	U	2
5	OFFICE CHAIR	OFFICE CHAIR IN BROWN OR BLACK FAUX LEATHER WITH CASTERS + WOODEN ARMRESTS B267	U	20
6	WORK CHAIR	BLACK/DARK BROWN SECRETARY ON CASTERS WITH ARMRESTS	U	8

OFFICE FURNITURE FOR BLOCK 'C'

N°	DESIGNATION	SPECIFICATIONS	UNIT	QUANTITY
1	EXECUTIVE-STYLE DESK	BLACK F AUX LEATHER EXECUTIVE CHAIR WITH ADJUSTABLE WOODEN ARMRESTS AND 5 CASTERS	U	4
2	VISITOR CHAIRS FOR ASSISTANT DIRECTORS, DEPARTMENT HEADS, AND SENIOR STAFF	CLASSIC VISITOR CHAIR IN SAPELLI/IROKO/BUBINGA WITH LEATHER ARMRESTS, BACKREST, AND SEAT	U	18
3	FILING CABINET	WOODEN STORAGE CABINET WITH 4 GLASS-FRONTED DOORS, FIVE (5) SHELVES	U	1
		TALL STORAGE CABINET WITH 4 SOLID DOORS AND A SAPELLI PANEL TOP, BLACK LACQUERED, DIVIDED INTO 4 SHELVES MEASURING 210X200X45CM (DECORATIVE TOP)	U	5
4	OFFICE CHAIR	OFFICE CHAIR IN BROWN OR BLACK FAUX LEATHER WITH CASTERS + WOODEN ARMRESTS B267	U	10
5	RECEPTION LOUNGE	ASSISTANT MANAGER RECEPTION LOUNGE IN BROWN OR PURPLE LEATHER	U	2
6	WORK CHAIR	BLACK/DARK BROWN SECRETARY ON CASTERS WITH ARMRESTS	U	6

OFFICE FURNITURE FOR BLOCK 'D'

N°	DESIGNATION	SPECIFICATIONS	UNIT	QUANTITY
1	EXECUTIVE-STYLE DESK	BLACK FAUX LEATHER EXECUTIVE CHAIR WITH ADJUSTABLE WOODEN ARMRESTS AND 5 CASTERS	U	6
2	FILING CABINET	PRESTIGE SOLID WOOD STORAGE CABINET WITH 4 DOORS	U	2
3	VISITOR CHAIRS FOR ASSISTANT DIRECTORS, DEPARTMENT HEADS, AND SENIOR STAFF	CLASSIC VISITOR CHAIR IN SAPELLI/IROKO/BUBINGA WITH LEATHER ARMRESTS, BACKREST, AND SEAT	U	18
4	OFFICE CHAIR	OFFICE CHAIR IN BROWN OR BLACK FAUX LEATHER WITH CASTERS + WOODEN ARMRESTS B267	U	10
5	RECEPTION LOUNGE	ASSISTANT MANAGER RECEPTION LOUNGE IN BROWN OR PURPLE LEATHER	U	4
6	FILING CABINET	TALL STORAGE CABINET WITH 4 SOLID DOORS AND A SAPELLI PANEL TOP, BLACK LACQUERED, DIVIDED INTO 4 SHELVES MEASURING 210X200X45CM (DECORATIVE TOP)	U	2
		WOODEN STORAGE CABINET WITH 4 GLASS-FRONTED DOORS, FIVE (5) SHELVES	U	4
7	WORK CHAIR	BLACK/DARK BROWN SECRETARY ON CASTERS WITH ARMRESTS	U	6

3. Estimated delivery time

The maximum delivery period provided by the Project Owner for the provision of the services shall be thirty (30) days, from the date of notification of the jobbing order to start the work.

The services will be carried out on the premises of the Supreme State Audit Office located opposite Supreme Court.

4. Allotment

The equipment relating to the present Invitation to Tender are divided into three (03) lots as follows:

- Lot N°01 : Office Equipment for Buildings « A » ET « B » ;
- Lot N°02 : Office Equipment for Building « C » ;
- Lot N°03 : Office Equipment for Building « D » ;

The specifications for each lot are set out in the Technical Specifications (TS)

5. Estimated Cost

The provisional cost of the services at the end of the preliminary studies is estimated eighty-five million (85 000 000) FCFA, partitioned as follows:

Lot N°1 : Office Equipment for Buildings « A » ET « B »	29 526 896 FCFA I.VAT
Lot N°2 : Office Equipment for Building « C »	27 736 544 FCFA I.VAT
Lot N°3 : Office Equipment for Building « D »	27 736 560 FCFA I.VAT

6. Participation and Origin

Participation shall be open to all Cameroon-based firms regularly established within the national territory and practicing in the supply of office equipment.

Every bidder can submit offers for one two or all three Lots relating to the present Invitation to Tender and must clearly indicate the intended Lot(s).

7. Funding

The articles under this Invitation to Tender shall be financed by the Public Investment Budget of the Supreme State Audit Office for the financial year 2026, under budgetary charge 60 11 142 1 22000001 60 524119

8. Submission Method

The mode of submission chosen for this invitation to tender is on-line.

9. Provisional Bid Bond

Each bidder must attach to their administrative documents, a bid bond worth valid for thirty (30) days beyond the date of the bids, issued by a first-rate bank or a Financial Institution approved by the Ministry of Finance and listed in Document 14 of the Tender File.

The amount of the bond for set for each lot, corresponds to 1% of the total amount (including VAT) for each lot:

LOT CONCERNE	AMOUNT OF THE BOND
Lot N°1 : Office Equipment for Buildings « A » ET « B »	295 269 FCFA
Lot N°2 : Office Equipment for Building « C »	277 365 FCFA
Lot N°3 : Office Equipment for Building « D »	277 365 FCFA

The Bid Bond consists of a certificate issued by an approved financial institution (stamped at the current rate and bearing the handwritten signature of the issuing financial institution) and a receipt issued by the CDEC, with 100% of the deposit in cash.

10. Consultation of Tender File

The tender hard copy file may be consulted at the Supreme State Audit Office/Department of General Affairs/Sub-department of Budget, Equipment and Maintenance/Procurement Service, Tenders' Bureau, Room 116 Block C, Telephone: 222 220 198, and the electronic version on the COLEPS and PRIDSOFT platforms <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> upon publication of this tender notice.

11. Acquisition of Tender File

Tender invitation documents are available at the Supreme State Audit Office/Department of General Affairs/Sub-department of Budget, Equipment and Maintenance/Procurement Service, Tenders' Bureau, Door 116 Block C, at the Yaounde Administrative Center, telephone: 222 220 198, upon publication of this notice and against payment of a non-refundable sum of one hundred thousand (100,000) francs. This amount shall be paid into the Treasury and duly receipted.

This file may also be downloaded free of charge on the website of the Public Contracts Regulatory Agency or at the Cameroon On-Line E-procurement System, abbreviated as 'COLEPS'

12. File size and format

For online submissions, maximum document sizes through the platform should be as follows:

- 5Mo for the administrative offer
- 15Mo for the Technical offer;
- 5Mo for the Financial offer;

The following formats are accepted:

- PDF formats for text documents
- JPEG for images

Bidders must use compression software to reduce the size of their files

13. Submission of Tenders:

Tenders, attached with the requisite documents, shall be compiled electronically and classified according in administrative, technical and financial order

A back-up copy of the bids, placed in a sealed envelope and clearly labelled as 'back-up copy, shall be deposited at the services of the project owner door 116 within the time limit set for the submission of bids

All bids (physical or electronic) must be submitted no later than **05 JUL 2026** at 2 pm prompt (local time)

The envelope containing the back-up copies must be marked:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
N° **003/AONO/PR/CONSUPE/SG/DAG/CIPM/2025** OF **03 JUN 2026** FOR THE SUPPLY AND INSTALLATION OF AN
ANTIVIRUS SOFTWARE IN THE SUPREME STATE AUDIT OFFICE

14. Online bidding procedure

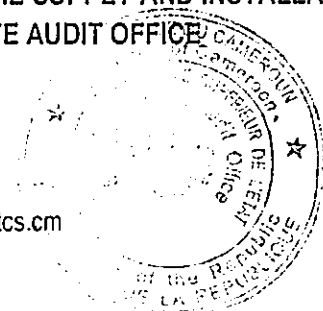
Online bidding shall follow the four steps described below:

Step 1: Registration of the Company on the COLEPS platform

Log on to COLEPS at <https://www.marchespublics.cm> or <https://www.publicscontratcs.cm>

Go to the Tenderer Registration tab and complete the application form in detail

Print the completed application form generated by the system;



Have the application form signed by the Head of the Organization and stamped with the company's seal
Submit the duly completed and formalised form to MINMAP along with the following documents
Photocopy of an attestation of Non-Bankruptcy less than 3 months old
Photocopy of the Trade Register;
Photocopy of the Banking Domiciliation
Photocopy of the Tax Compliance Certificate (less than 3 months old)

Step 2: Acquisition of the Electronic Certificate

Collect the Certificate Application form available from MINMAP or download it from the ANTIC website at <http://www.camgovca.cm> under the heading 'Certificate Application (Company)';
Complete the form and submit it to MINMAP together with the following documents:
Receipt for payment of the Electronic Certificate acquisition fees worth 100,000 FCFA to be paid into the ANTIC account at SCB Cameroun under number 10002 00031 12493593150 94
A photocopy of the NIC of the certificate applicant
Register with the MINMAP operator and collect the certificate application receipt
Log on to the address <http://www.camgovca.cm/fr/operations-certificates.html> and download the Electronic Certificate onto a removable medium (blank) using the information (reference number and authorization code) contained in the receipt (remember to keep the password for connections to COLEPS)

Step 3: Registering the Electronic Certificate in COLEPS

Log on to COLEPS at <https://www.marchespublics.cm> or <https://www.publicscontratcs.cm>;
Go to the 'Tenderer Registration' tab, then the 'New Registration/ Additional Certificate' section'
Identify the company using its Trade Register number, then add the certificate after filling in the form carefully

Step 4: Online Bid Request

Connect to the platform using your certificate;
Identify the invitation to tender that interests you then click on the number of this invitation to tender to display the details; - then click on the submit button and fill in the form that appears, uploading your offers (administrative, technical and financial) in the corresponding places Please respect the file size (5Mo for the administrative offer, 15 Mo for the technical offer and 5Mo for the financial offer)
Compression software can be used
Click on the send button to complete the procedure.

For any technical assistance, please contact the relevant MINMAP departments on (+237) 222 238 155/222 235 669, or write to the email address dsi@minmap.cm.

NB : the validity of the certificate is one year

15. Admissibility of Bids

Under pain of rejection, all requisite administrative documents required shall be produced in their original or true copies certified by the issuing authority or the competent administrative authority in accordance with the provisions of the Special Tender Regulations. The documents shall be dated at most three (03) months or must have been established after the date of publication of this tender Invitation.

Any tender that is incomplete in accordance with the requirements of the Tender Documents will be rejected, in particular if it does not include a tender bond issued by a first-class bank or a financial institution approved by the Ministry of Finance, and which has not been deposited in cash with the CDEC.

A bid bond produced but having no connection with the constitution concerned is considered to be absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible

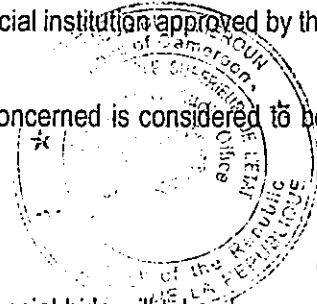
16. Opening of Tenders

Bids shall be opened at the same time in a single session

The opening of the administrative documents and the technical and financial bids will take place on, at 3 pm local time, and shall be carried out within the CONSUPE Internal Tender's Board, at door 101 in Block 'C' of the Supreme State Audit Office

Only bidders or their duly mandated representatives may be allowed to attend the opening session.

17. Evaluation Criteria



These criteria shall be applied to identify and reject incomplete offers or those that do not basically comply with the requirements stated in the Tender File. These conditions relate to the admissibility of administrative documents, the conformity of the technical offer to the technical specifications of the Tender File, as well as the eligibility of bidders:

17.1. Eliminary Criteria

The eliminary criteria determine the minimum conditions to be met in order to be admitted to the evaluation according to the essential criteria. They are not to be attributed a score. Failure to satisfy these criteria will result in the rejection of the bid.

These include:

1. *absence or non-compliance of the bid bond at the opening of bids;*
2. *failure to submit, beyond the 48(forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent (except the bid bond);*
3. *false declaration, fraudulent schemes or a forged document;*
4. *failure to meet at least 70% of the essential criteria;*
5. *estimated execution deadline more than 30 days ;*
6. *non respect of the size and format of files;*
7. *absence of a quantified unit price in the financial offer;*
8. *absence of the backup copy in the event of a malfunction of the COLEPS platform;*
9. *absence of integrity charter dated and signed*
10. *absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses;*
11. *proof of access to a line of credit or other financial resources (financial capacity), for an amount of at least twenty-six million (26,000,000) CFA francs.*

17.2. Essential criteria

The essential criteria are those that are essential or key to judging the technical and financial capacity of candidates to carry out the work covered by the call for tenders.

The evaluation of the technical offer will be binary (Yes or No) and will be based on the following qualification criteria:

- *general presentation of the bid (Presence of color insert, compliance with Tender File order);*
- *cumulative sales over the last three years of at least seventy-five million (100,000,000) CFA F. accompanied by supporting documents (Profit and Loss Statement or Statistical and Fiscal Declaration);*
- *technical proposals that comply with the SD (equipment and personnel, planning, deadline, after-sales service. exhaustive technical description of the equipment, photographic presentation of samples, guarantee);*
- *the tenderer's references or proof of execution by the tenderer of at least three (03) contracts for the supply of similar equipment over the last three years (copies of the first and last pages of the contract, i.e. Contract or Letter Order, delivery note and Provisional Acceptance Report);*
- *proof of acceptance of the terms and conditions of the invitation to tender (Special Administrative Clauses (SAC) and the Supply Description (SD) initialed on each page, dated, signed and sealed on the last page);*
- *customer service*

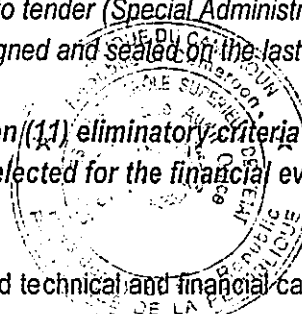
Only technical offers of bidders who comply with all the eleven (11) eliminary criteria and at least 70% of qualification criteria shall be declared technically "compliant" and selected for the financial evaluation.

18. Award of the Jobbing Order:

The jobbing order shall be awarded to the bidder with proof of the required technical and financial capabilities and whose bid is deemed to be the lowest.

19. Duration of Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the tender-submission deadline.



20. Further Information

Further information can be obtained at working hours at the Supreme State Audit Office/Department of General Affairs/Sub-department of Budget, Equipment and Maintenance/Procurement Service, Tenders' Office, Door 116 Block C, Telephone: 222 22 01 98.

21. Fight Against Corruption and Mal Practices

For any attempt of corruption or other malpractice, please call the CONSUPE department against corruption at the following telephone number: 222 23 41 88, MINMAP toll free number: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, or the number of CONAC: (+237) 222,203,730 / 658,262/ 682

Yaounde, on... **03**... **JUIN**... **2028**..

THE MINISTER DELEGATE AT THE PRESIDENCY OF
THE REPUBLIC IN CHARGE OF THE SUPREME STATE
AUDIT OFFICE
- THE PROJECT OWNER -



Madame MBAH ACHA
FOMUNDAM

Copies to

- MINMAP (ATI)
- A.R.M.P. (For publication and archiving);
- The Tenders' Board Chair/CONSUPE (For information);
- D.A.G. / S.D.B.M.M. / S.M.P (for archive).
- Chrono / Archives

